

Parlement européen : pas même une minute de silence à la mémoire des victimes du Bataclan



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 15 novembre 2019

130 morts, 450 blessés. Il ne demandait pas grand-chose : une minute.

Une petite minute. Quatre ans après. Mais on le lui a refusé. « Il », c'est Jérôme Rivière, président de la délégation française du groupe Identité et Démocratie au Parlement européen. « On », c'est David Sassoli, le président du Parlement européen, issu du Parti démocrate italien, celui de Matteo Renzi. Sans doute parce qu'« ils » ont décidé de « mettre en quarantaine » les députés « populistes ». Mais lorsque l'on lit l'interview du président Sassoli donnée à *Euronews* le jour même, on comprend encore mieux ce refus.

Résumé. La journaliste qui l'interroge sur « *la distance entre les institutions européennes et les citoyens* » qui fut « *l'un des principaux thèmes abordés par les eurosceptiques...* » se voit répondre par Sassoli : « *Lors de la campagne électorale pour les élections européennes, ils ont déclaré qu'ils allaient détruire l'Europe...* » Carrément. Nouvelle question de la journaliste : « *Le Parlement européen a décidé de mettre en quarantaine les eurodéputés d'extrême droite. Pensez-vous qu'isoler une partie du Parlement, qui a été élue par des citoyens, est une mesure raisonnable ?* » Réponse du président : « *Ce n'est pas un acte d'abus, c'est simplement de la démocratie.* » On se pince. Ce grand démocrate se pince le nez et, donc, « *les partis pro-européens ont décidé que les nationalistes devaient être tenus à distance. Parce que le nationalisme est un virus...* » Inutile d'aller plus loin dans la lecture de cette interview. Tout est dit. Tenons à distance les députés « nationalistes » porteurs de virus et, par voie de conséquence, les millions d'électeurs qui ont voté pour eux.

Et demain, si un député « populiste » déclare qu'il fait jour à minuit et nuit à midi, on balaiera par le mépris cette déclaration. De même, si ce même député pointe du doigt le danger du terrorisme islamiste qui menace notre continent... Du coup, on comprend mieux alors le refus de cette minute de silence.

On le comprend d'autant plus lorsqu'on intègre le fait que ceux qui sont aux commandes de l'Union européenne (Parlement, Commission) ne semblent, au fond, pas avoir pour souci principal la protection des citoyens de cette Union. La polémique sur l'intitulé du « portefeuille » en charge de l'immigration à la Commission est sur ce point révélatrice. La présidente de la Commission, l'Allemande von der Leyen, voulait lui coller l'étiquette « Protection du mode de vie européen ». Passons sur l'expression « mode de vie ». « Culture », « civilisation », cela faisait sans doute trop typé. Le président sortant, son petit camarade du PPE, le Luxembourgeois Juncker, avait alors déclaré : « *Je n'aime pas l'idée que le mode de vie européen s'oppose à la migration. Accepter ceux qui viennent de loin fait partie du mode de vie européen.* » On parlera désormais non pas de « protection » mais de « promotion ». Donc, va pour la promotion des migrations. Cela dit, c'est dans la lignée du [pacte de Marrakech](#). D'ailleurs, ils s'y connaissent, en promotion, vu qu'ils raisonnent en parts de marché. Une Europe qui protège, qu'ils disaient. Qui protège contre quoi, contre qui ? Si on bannit le mot « protection », on écarte du coup le risque, le danger potentiel, c'est logique.

Notons que le Parlement européen marqua une minute de silence en hommage aux migrants victimes d'un naufrage au large de Lampedusa en 2015, à la mémoire des victimes d'Utrecht, de Christchurch, du cyclone *Ida* et des déportations de 1949 dans les États baltes occupés par l'URSS, tout cela dans la même minute, en mars dernier. Ou encore lors du décès de Jacques Chirac. Tout cela est juste et bon. Certes.

Et le Bataclan ? Non. Ils n'ont pas honte ? Visiblement, non.